

Les grands défis de l'économie marocaine

Le peuple marocain est appelé ces prochains jours à élire ses représentants à l'Assemblée nationale et l'inquiétude de la monarchie est grande de se voir obligée de faire face à une situation inédite où le pouvoir législatif "tomberait" entre les mains des islamistes tant les chances du PJD (Parti de la justice et du développement) sont grandes de remporter la majorité au Parlement et conséquemment de former un gouvernement. Bien évidemment, les raisons qui expliquent la progression fulgurante des islamistes marocains sont nombreuses. Nous présentons ici la seule situation économique et sociale qui explique aussi pour sa part, cette évolution politique du Maroc.

Sans chercher à établir un bilan de plus de cinquante ans de construction économique, la tâche demanderait à l'évidence, beaucoup plus de développement qu'une simple chronique, on peut observer que le Maroc est toujours sous programme d'ajustement structurel et que les contestations sociales qui ont marqué son histoire n'ont pas baissé d'intensité. Bien au contraire. C'est maintenant à l'islamisme politique et au terrorisme que le Palais a, à faire face. Si l'on en croit le dernier rapport du FMI sur le Maroc : "Les autorités (de ce pays) pensent que la pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale sont les causes fondamentales de l'extrémisme isla-

mique qui pose un problème politique de premier ordre. Le développement social revêt donc aujourd'hui plus que jamais la priorité absolue".

Trois chiffres éclairent sur la précarité économique et sociale que vivent les Marocains.

1- Le taux de chômage urbain est de 18% en 2006. Il faut observer que les statisticiens marocains n'évaluent que le chômage urbain considérant qu'en zone rurale, il s'agit principalement de sous-emploi. Or, il faut savoir que c'est en zone rurale que sévit le plus le travail précaire et le chômage.

2- La pauvreté absolue touche 15% de la population marocaine soit près de 5 millions de Marocains (en Algérie, il y aurait 2,2 millions de pauvres en 2004).

3- Les Marocains qui sont considérés comme économiquement vulnérables (c'est-à-dire en fait, exposés à la précarité et à l'exclusion) sont évalués à 40% de la population soit plus de 12 millions de Marocains.

En 2006, l'économie marocaine est toujours fragile et volatile, l'agriculture qui représente le cinquième de l'économie (20% du PIB) est toujours soumise aux aléas climatiques malgré les efforts considérables qui ont été faits dans le secteur hydraulique.

Déjà durant le protectorat français, le maréchal Lyautey observait : "Au Maroc, gouverner c'est pleuvoir". Entre 1991 et

2006 la croissance agricole a été très ératique (instable) : l'écart-type de cette croissance durant la période a été de 35% (contre 1,3% pour la croissance économique non agricole beaucoup plus stable).

4/ La dette publique globale (interne et externe) pour sa part atteint 70% du PIB (59% en Algérie) et la dette extérieure (16 milliards de dollars) 30% du PIB (4% du PIB en Algérie). Et il faut préciser que cette dette extérieure marocaine est restée soutenable grâce aux recettes des privatisations (téléphonie = 2,3 milliards de dollars) et des programmes de conversion de dettes en prises de participations.

Rappelons que le PIB marocain est de 53 milliards de dollars et le PIB par tête d'habitant de 1660 dollars (102 milliards de dollars et 3.100 dollars respectivement pour l'Algérie).

5/ La balance commerciale marocaine enregistre en 2005, un déficit de 8,5 milliards de dollars (excédent de 23,5 milliards de dollars pour l'Algérie pour la même année).

Pour tenter de redynamiser son économie, le gouvernement marocain — à l'instar des autorités algériennes — met en œuvre actuellement une politique budgétaire expansionniste pour stimuler la croissance : le déficit budgétaire a représenté 5,5% du PIB en 2005 et 2006. Mais ici, cette politique de relance est fondée sur une haus-

se des salaires (stimuler la consommation), une baisse des impôts et des taxes sur les importations (encourager l'investissement) et des programmes de lutte contre la pauvreté notamment par le financement de programme d'équipement dans les campagnes. Ces programmes d'investissements publics marocains sont de bien moindre envergure que les programmes d'investissements publics mis en œuvre en Algérie, les possibilités financières de chacun des deux pays étant sans commune mesure.

Il faut pourtant souligner que les planificateurs marocains viennent de terminer l'élaboration d'une stratégie industrielle, autant ambitieuse que judicieuse, au titre évocateur de "Émergence". Sa mise en œuvre a déjà commencé et l'enjeu n'est rien moins que l'intégration, par le haut, de l'économie marocaine, au processus de mondialisation.

Le FMI pour sa part, ce "mauvais élève" qui ne tire jamais les leçons de ses échecs pourtant bien nombreux, explique les difficultés économiques et sociales marocaines par une tiédeur des pouvoirs publics dans l'application des réformes libérales. "Si cela ne marche pas, c'est à cause des hésitations des autorités dans l'application de leurs programmes de libéralisation économique et de réduction des dépenses publiques" semble souligner le FMI.

L'institution financière internationale recommande alors au gouvernement marocain de réduire les dépenses publiques en prenant quatre mesures :

1- Supprimer les subventions alimentaires sur une période de trois ans.

2- Diminuer le ratio masse salariale/PIB

3- Libérer les prix pétroliers internes.

4- Mieux cibler l'aide aux populations vulnérables.

Bref, la panoplie de mesures chères aux sacro-saints principes de la "vérité des prix" et de la modération salariale, c'est-à-dire en fait, resserrer davantage les mâchoires du libéralisme économique sur les Marocains pauvres !

La rengaine du FMI adressée à tous les pays qui appliquent ses programmes d'ajustement structurel imposés est aujourd'hui bien connue : "Si vous avez de mauvais résultats économiques et sociaux, ce n'est pas à cause du libéralisme économique mais bien au contraire, à cause de vos hésitations à faire du libéralisme économique".

Une extension de mauvais goût de la lumineuse définition de la démocratie proposée par Jefferson : "Le meilleur remède à une démocratie malade c'est encore plus de démocratie". (Mais bien évidemment ce qui est valable pour la démocratie ne l'est pas pour le libéralisme !)

Quand on pense que c'est un économiste socialiste français qui n'a



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

cessé de dénoncer le libéralisme économique dévastateur de la cohésion sociale, qui postule à la Direction générale du FMI (Dominique Strauss Kahn) on ne peut s'empêcher de se poser la question : qui des deux aura raison de l'autre ?

A suivre...

Relevons pour terminer que la situation actuelle du Maroc pose une nouvelle fois la question complexe du binôme démocratie-développement. Il s'agit même d'un véritable dilemme qu'aucune expérience concrète n'a encore résolu même si la réflexion théorique semble plus tranchée : faut-il aider à l'instauration d'un régime démocratique même si le développement économique accuse d'importants retards : les forces rétrogrades ont alors toutes les chances d'accéder au pouvoir en s'appuyant sur un terreau favorable alimenté par la pauvreté, la précarité, le chômage et l'exclusion. Faut-il, au contraire, songer d'abord au développement économique avant d'encourager les libertés publiques et la démocratie politique. Mais celui-là est-il possible sans celle-ci ?

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



RIEN A ATTENDRE DE ÇA !

"Driss Basri est mort. Les tyrans mourront tous un jour ou l'autre. C'est une question de temps."

Et je trouve le temps long !

Je suis toujours émerveillé devant la candide patience de certains de mes confrères, à commencer par mon propre journal. Eh oui ! Comment peut-on sérieusement, raisonnablement se poser cette question affichée en caractères gras sous la photo du gus, en Une : « Que dira Belkhadem ? » M'enfin ! Les cocos ! Regardez bien la photo. Appréciez le regard. Décryptez le front. Parcoutez la barbe. Plongez dans les yeux. Voyez ce qui fait tache. Que voulez-vous que cette personne vous dise ? Qu'attendez-vous d'elle vraiment ? Plus brutalement, pensez-vous sincèrement que ce gars-là est là pour vous dire des trucs qui vont faire avancer les choses ? Avez-vous cru un instant, une seconde, une fraction de seconde que Abdelaziz II allait enfin expliquer l'absence de Abdelaziz I, énoncer les mesures énergiques pour éviter le double attentat social de cette rentrée ou encore décrire dans le détail les instructions fermes données au ministre de la Santé afin d'éviter que la moitié de la population ne meure de la typhoïde et que l'autre ne succombe à la mystérieuse maladie de Bel-Abbès ? C'est pas son boulot au monsieur sur la

photo ! Kounou aâklin ya djmaâ ! Lui, il est juste là pour dire des machins qui ne sont compréhensibles que par lui et par ses copains de fortune. Lui, il est là pour prononcer des phrases à faire renoncer à son métier le meilleur des ébénistes. Des phrases du genre « Nous veillerons à ce que cette rentrée se déroule dans les meilleures conditions. Les citoyens ne manqueront de rien incha Allah. Les prix seront abordables. Et le Ramadan, cette année encore, plus que l'année dernière et moins que l'année prochaine sera un mois de piété, de fraternité et d'unité entre frères ! » Alors, après cette bordée, après cette tirade, vous tenez toujours à savoir ce que va dire ou ce qu'a dit Belkhadem ? Je vais vous faire un aveu. Nous sommes mercredi. Le chef du gouvernement a parlé hier mardi à la presse. Eh bien, je suis tellement écoeuré par tout ce cinoche que j'ai tout simplement refusé d'appeler le journal pour savoir ce qu'il a balancé à la figure de mes confrères. Ce n'est pas professionnel ? Oui ! Mille fois oui ! Je le reconnais. Mais reconnaissez-le aussi à votre tour : de temps en temps, une diète de Belkhadem, un refus de s'alimenter de ce que ce gars-là peut bien essayer de nous vendre, c'est vachement bon pour la santé. Et pour le moral. Hein ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.